

<b>Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées</b>		
<b>Référence : UID4243-EAR-019-592</b>		<b>SAINT ETIENNE, le 06 janvier 2020</b>
<b>Nom et adresse de l'établissement contrôlé</b>	<b>Code DREAL</b>	
Société EASYDIS ZAC DE LAPRA 42330 SAINT-BONNET-LES-OULES	S3IC 61.7717 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
<b>Activité principale : entrepôt logistique</b>		
<b>Date du contrôle : 3 décembre 2019</b>		
<b>Inspecteur(s) : Cécile MASSON</b>		
<b>Type de contrôle</b>		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
<b>Circonstances du contrôle</b>		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
<b>Thème(s) du contrôle</b> • Action nationale protection incendie entrepôt		
<b>Principale(s) installation(s) contrôlée(s)</b> • cellules 5 à 8 • local de charge		
<b>Référentiel(s) du contrôle</b> • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 4 avril 2017 • Arrêté ministériel du 11 avril 2017		
<b>Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)</b>		
<b>Nom</b>	<b>Société</b>	<b>Qualité</b>
M. GRANGE	EASYDIS	Directeur du site
M. ROCHEL	EASYDIS	Référent technique pour le groupe
M. MOUNIER	EASYDIS	Responsable technique.
M. ABBAS	EASYDIS	Alternant QSE
<b>Copies</b>	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule EAR <input type="checkbox"/> Autre :	

## Constats de l'inspection

### I – Contexte

La société Easydis est la branche Casino spécialisée en logistique.

L'entrepôt de SAINT BONNET LES OULES, d'une surface totale de 40 705m<sup>2</sup>, est dédié aux rotations lentes en direction des Grandes et Moyennes Surfaces de toute la France.

Il est spécialisé en alimentaire, boisson, épicerie, droguerie hygiène et parfumerie.

Les cellules de l'entrepôt sont remplies de façon assez constante de la façon suivante :

- cellules 1, 2, 3 en alimentaires
- Cellules 4 et 5 en droguerie Hygiène
- Cellules 6 et 7 en vins et alcools
- Cellule 8 en parfumerie

### II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

#### 2.1 – Thèmes

La visite a été menée conformément à l'action nationale 2019 : protection incendie dans les entrepôts.

Les cellules 5 à 8 ont été inspectées ainsi que le local de charge, aucun écart concernant les conditions de stockage ( hauteur et quantité ) n'a été constaté.

Le canevas d'inspection est joint au présent rapport.

Les principales constatations sont les suivantes :

1. L'état des stocks est disponible grâce à leur logiciel WMS Gold. **Cependant l'exploitant n'est pas en mesure de lister les quantités présentes suivants les rubriques ICPE.**

Les volumes autorisés dans l'arrêté préfectoral ne sont donc pas contrôlables.

Constat N°1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 1.2.1 de l'AP du 4 avril 2017	L'exploitant est invité à améliorer son système de gestion des stocks afin de pouvoir connaître les différents volumes et informer les services d'incendie et de secours en cas d'incendie sur les zones à risques suivant les produits stockés, sous 6 mois.
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

2- L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'obligation de détention des FDS avant acceptation d'un nouveau produit dangereux sur site.

Constat N°2		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 7.1.1.1 de l'AP du 4 avril 2017	L'exploitant est invité à vérifier auprès de son service achat que la FDS est un élément bloquant dans la création d'une référence dans le logiciel de gestion des stocks.
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Par transmission du 10/12/2019 l'exploitant nous a fait parvenir la procédure d'enregistrement de nouveaux produits sur la plateforme gérée par les achats, qui mentionne la nécessité de disposer de la FDS pour les produits dangereux.

3- Les contrôles périodiques effectués sur les RIA ne sont pas suivis, les réparations ne sont pas tracées sur les documents ou sur un logiciel dédié.

Malgré des relances deux RIA sont consignés, sans intervention de la part de la société extérieure.

La vanne guillotine permettant le confinement des eaux incendie sur site ne semble pas avoir été testée.

Constat N°3		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 7.2.6 de l'AP du 4 avril 2017	L'exploitant est invité à tracer de façon plus rigoureuse les interventions réalisées sur les organes de protection incendie. La vanne guillotine devra être testée périodiquement afin de vérifier son bon fonctionnement. Les tests seront tracés.
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

4- Aucun exercice incendie n'a été programmé en mode dégradé (hors périodes ouvrées), l'exploitant est invité à tester les procédures mises en œuvre avec son prestataire de télésurveillance.

Constat N°4		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 7.6.2.1 de l'AP du 4 avril 2017	L'exploitant est invité à tester les procédures mises en œuvre avec son prestataire de télésurveillance lors du prochain exercice. Il serait souhaitable que cet exercice se tienne courant du premier trimestre 2020
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

**Suites données par l'inspection**

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

**Synthèse des suites :**

Cette visite a permis de relever des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

<b>Signature de l'inspecteur</b>  le 06/01/2020  L'inspecteur de l'environnement     Cécile MASSON	<b>Vu et approuvé, et transmis à monsieur le préfet de la Loire, A Saint-Etienne, le 06/01/2020</b>  <b>Pour la directrice, Le chef de unité interdépartementale Loire- Haute-Loire</b>  le 06/01/2020    Pascal SIMONIN
---	--

**Pièces jointes le cas échéant :** canevas d'inspection